

NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES TROIS MOIS

TERMINÉS LE 30 JUIN 2021

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	4
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	5
D. Dépenses d'immobilisations corporelles.....	6
E. Sommaire de l'état de la situation financière.....	6
F. Risques et stratégies d'atténuation.....	7
G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	9
Déclaration de responsabilité de la direction.....	10
État de la situation financière.....	11
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	12
État de la variation des actifs financiers nets.....	13
État des flux de trésorerie.....	14
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	15

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 2021

Les résultats financiers pour la période de neuf mois se terminés le 30 juin 2021 ont résulté en un surplus de 16,1 millions de dollars. Ce surplus s'explique principalement, par un surplus en immobilisations de 16,0 millions en raison d'une différence temporelle entre les crédits parlementaires pour les immobilisations perçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles, ainsi qu'un revenu non récurrent de 1,7 million reçu pour un règlement avec un tiers pour la levée des clauses restrictives, de l'option de rachat et du droit de premier refus dans le cadre d'une entente concernant la vente d'une propriété. Ces surplus ont été compensés en partie par un déficit de fonctionnement de 1,6 million.

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

Les revenus ont augmenté de 1,8 million de dollars, ou 20,7 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier, principalement en raison des éléments suivants :

- L'augmentation de 1,7 million des autres revenus, de 0,2 million pour atteindre 1,9 million, en raison d'une entente de 1,7 million reçu pour un règlement avec un tiers pour la levée des clauses restrictives, de l'option de rachat et du droit de premier refus dans le cadre d'une entente concernant la vente d'une propriété;
- L'augmentation des opérations de location et servitudes de 0,2 million, ou 2,9 p. 100 pour atteindre 6,5 millions;
- L'augmentation des revenus d'intérêts de 0,1 million, ou 9,2 p. 100 pour atteindre 0,5 million.

Partiellement contrebalancé par:

- La diminution des recouvrements de 0,1 million, ou 14,0 p. 100 pour atteindre 0,8 million;
- La diminution des gains sur la cession d'immobilisations corporelles de 0,1 million pour atteindre zéro.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 0,7 million de dollars, ou 2,2 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- Les services internes ont augmenté de 0,7 million, ou 9,3 p. 100, pour atteindre 8,1 millions;
- L'intendance et protection a augmenté de 0,3 million, ou 1,3 p. 100, pour atteindre 24,0 millions;

Partiellement contrebalancé par:

- Planification à long terme qui a diminué de 0,3 million, ou 19,0 p. 100, pour atteindre 1,1 million.

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a augmenté de 16,4 millions de dollars, ou 72,6 p. 100 comparativement à la même période l'an dernier, principalement en raison des fonds supplémentaires alloués en mai 2020 afin de soutenir les travaux critiques de réparation et d'entretien du portefeuille d'immobilisations corporelles de la CCN. Les résultats par les principales catégories de crédits parlementaires sont comme suit :

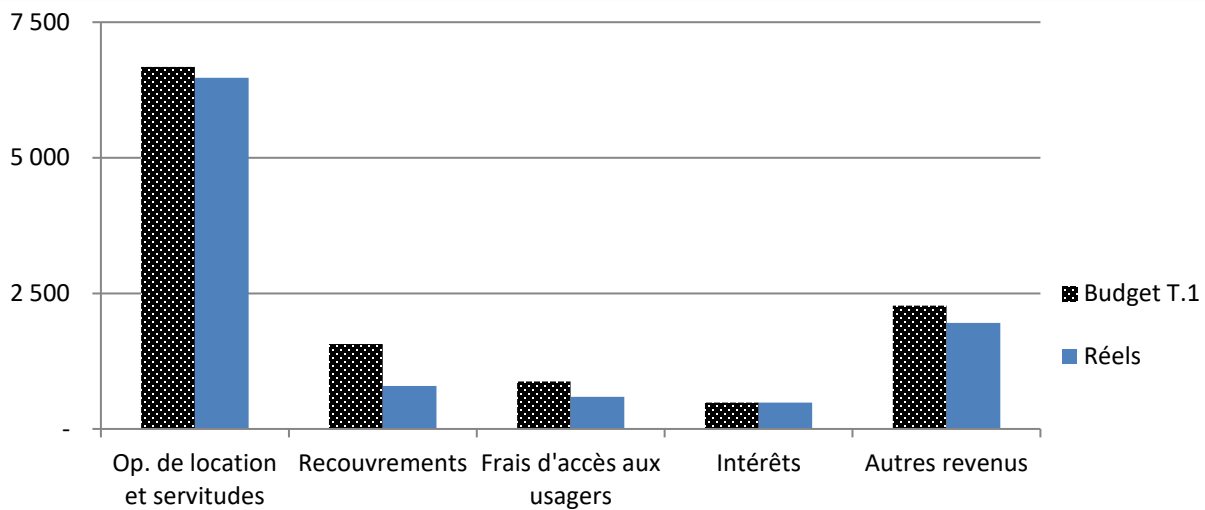
- Les crédits pour les charges d'exploitation immobilisations corporelles ont augmenté de 1,1 million, ou 6,6 p. 100, pour atteindre 17,8 millions;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 15,3 millions, ou 257,6 p. 100, pour atteindre 21,2 millions;

B. Analyse budgétaire

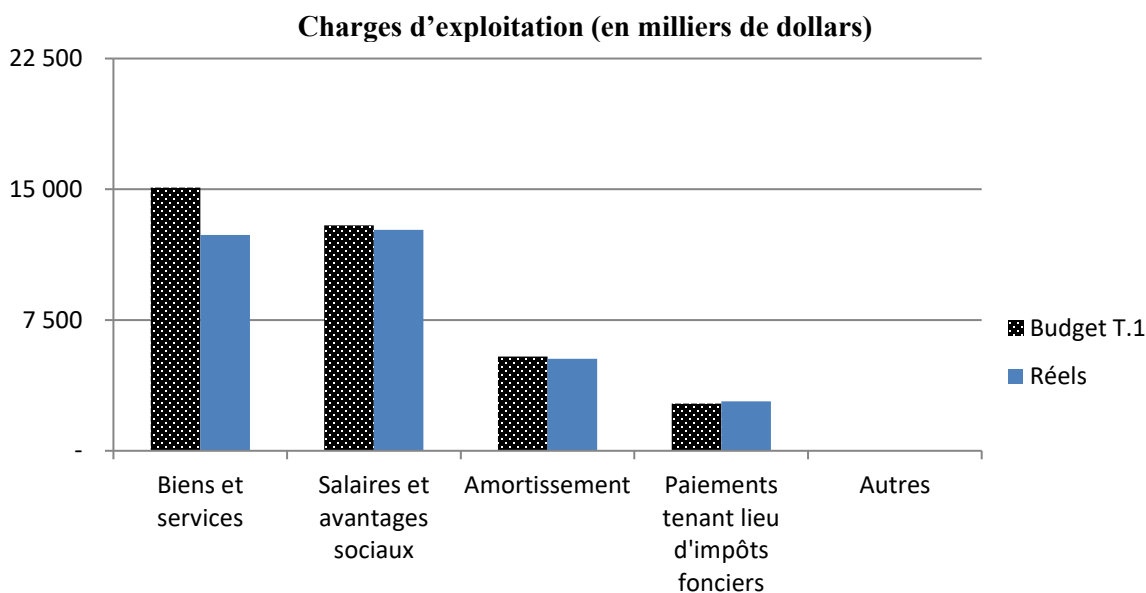
Le budget des revenus pour l'exercice 2021-2022 comprend des éléments non-récurrents tels que des contributions et des recouvrements liés à l'aménagement du 80 rue Elgin, le projet du parc riverain de la berge sud, les initiatives des ponts interprovinciaux et aux commémorations, avec 1,9 million de dollars comptabilisé à la fin du premier trimestre, soit 6,3 p. 100 du budget annuel. Les revenus récurrents totalisent 8,4 millions ou 23,4 p. 100 du budget annuel au 30 juin 2021.

Le graphique suivant fournit les détails des revenus cumulatifs de 10,3 millions de dollars en date du premier trimestre comparativement au budget de 11,9 millions. Les opérations de location, les recouvrements, les frais d'accès aux usagers et les autres revenus sont inférieurs au budget, tandis que les revenus d'intérêts sont conformes au budget.

Revenus par type (en milliers de dollars)



Le tableau suivant fournit les détails des charges d'exploitation cumulatives de 33,2 millions de dollars en date du premier trimestre comparativement au budget de 36,1 millions. L'écart favorable est principalement attribuable à un surplus de 2,7 millions dans les biens et services liés à des dépenses inférieures à celles prévues pour les services professionnels et les délais dans les projets environnementaux, ainsi que des épargnes salariales de 0,3 million réalisées à ce jour en raison de postes vacants.



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les revenus de placements, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les revenus d'investissements, les gains sur la cession d'immobilisation corporelle et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre des Services Publics et de l'Approvisionnement Canada. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a reçu 39,0 millions de dollars, ou 24,5 p. 100 de son financement annuel en appropriations prévu pour la période terminée le 30 juin 2021. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ici-bas démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

Vote	Budget annuel	Crédits parlementaires reconnus	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévision d'ici mars 2022
Crédits pour les charges d'exploitation	74 000	17 759	24.0%	-	56 241
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	74 000	17 759	24.0%	-	56 241
Crédits pour les immobilisations corporelles	84 946	21 236	25.0%	-	63 710
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	84 046	21 236	25.0%	-	63 710
Total	158 946	38 995	24.5%	-	119 951

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 30 juin 2021 (note 8).

D. Dépenses d'immobilisations corporelles

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2021 (en milliers de dollars)	Réel
Routes et ponts	
Réfection des piliers du pont Portage	778
Propriétés historiques	
Résidences officielles	2 601
Propriétés locatives	74
Mise en valeur de propriétés	
Réaménagement des plaines LeBreton	331
Actifs verts	
Réaménagement de la pointe Nepean, Réaménagement de l'escarpement de la colline parlementaire, Programme de réfection, parc de la Gatineau	1 321
Autres projets	
Principalement les frais de gestion de projets	1 984
Équipement	42
Acquisitions de biens immobiliers	
Acquisition du 80 rue Elgin, Ottawa Provenant des fonds ségrégués du fonds d'acquisition et d'aliénation	25 022
Total réel 2021-2022 T.1	32 153
Total réel 2020-2021 T.1	11 271
Variance	20 882
Budget 2021-2022	143 550
% atteint	22%
% Engagements	52%

E. Sommaire de l'état de la situation financière

Les actifs financiers totaux s'élevaient à 203,7 millions de dollars au 30 juin 2021, soit une diminution de 13,1 millions ou 6,0 p. 100 par rapport à 216,8 millions au 31 mars 2021, principalement en raison d'une diminution de 25,0 millions de la trésorerie et équivalents de trésorerie attribuable à l'acquisition d'une propriété immobilière, contrebalancé par des crédits parlementaires reçus lors du trimestre et non dépensés au 30 juin 2021.

Les passifs s'établissaient à 174,2 millions de dollars au 30 juin 2021, soit une diminution de 0,7 million ou 0,4 p. 100 par rapport à 174,9 millions au 31 mars 2021, principalement attribuable à la constatation de servitudes différées et de licences d'occupations ainsi que d'autres revenus différés.

Les actifs non financiers se chiffraient à 757,7 millions de dollars au 30 juin 2021, une augmentation de 28,5 millions ou 3,9 p. 100 par rapport à 729,2 millions au 31 mars 2021, reflétant principalement des augmentations des immobilisations corporelles nettes de l'amortissement en raison de l'avancement des projets en immobilisations financés par le Budget 2020.

F. Risques et stratégie d'atténuation

La CCN utilise un cadre intégré de gestion pour identifier, gérer et atténuer ses risques. Elle applique ce cadre à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. La gestion des risques d'entreprise est intégrée dans le cycle de planification et de reddition de comptes de la CCN par le truchement d'un exercice visant à établir le profil de risque. Cet exercice aide à cibler les principaux risques auxquels l'organisme est confronté et les mesures d'atténuation correspondantes pour la période de planification. Ces principaux risques d'entreprise et opérationnels sont suivis de près et réexaminés tout au long de l'exercice, et on rend compte des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation au conseil d'administration tous les trimestres.

La CCN cherche en permanence des occasions d'améliorer son cadre de gestion des risques et de mettre à profit une information plus complète sur ceux-ci pour la prise de décisions dans le but de prendre les mesures qui s'imposent pour appliquer les stratégies d'atténuation nécessaires et demeurer résiliente.

Pour la période de planification de 2021-2022 à 2025-2026, la CCN a identifié quatre grandes catégories de risques d'entreprise : la pandémie de COVID-19; la capacité; la sûreté et la sécurité; et la réputation et l'influence.

COVID-19

La pandémie de COVID-19 a toujours un impact sur les activités courantes de la CCN. La société d'État continue de prendre des mesures pour offrir ses services et ses programmes de façon sécuritaire, tout en respectant les exigences provinciales et régionales de santé et sécurité. Ceci comprend accroître l'accès de la population aux terrains de la CCN tels que le parc de la Gatineau, la Ceinture de verdure, les parcs urbains, les sentiers et les promenades, dans le but d'encourager la mobilité active et de favoriser la santé et le bien-être des résidants. Elle continue aussi à adapter aux modes de prestation virtuels celles de ses activités qui se déroulant normalement en salle, comme les séances du Labo d'urbanisme et les consultations publiques.

En outre, la CCN continue de subir les contrecoups de la pandémie sur les activités de construction à travers la région de la capitale nationale, et d'augmenter les coûts de façon générale. Les mesures de santé publique requises afin de ralentir la propagation de la COVID-19 ont également eu un impact significatif sur les revenus des locataires commerciaux de la CCN, dont plusieurs demeurent incapables de payer leur loyer. La CCN continuera de soutenir ses locataires au cours des mois difficiles à venir en travaillant en étroite collaboration avec ceux qui ont besoin de mesures de soutien fédérales, afin d'assurer une reprise solide et résiliente. Afin de compenser les pertes de revenus subies en raison de la pandémie, la société travaille également avec SPAC et d'autres intervenants gouvernementaux afin d'accéder à des fonds supplémentaires prévus au cadre financier.

Enfin, la pandémie continue d'avoir un impact sur le milieu de travail de la société d'État. Avec diligence, celle-ci met en œuvre des mesures de santé et de sécurité dans tous ses lieux de travail, les réévaluant et les adaptant en fonction de l'évolution des directives de santé publique. Par exemple, elle encourage les membres de son effectif qui le peuvent à faire du télétravail, conformément à sa politique de télétravail, et dispose d'un cadre de retour au travail qui tient compte des réalités opérationnelles actuelles et des besoins de son personnel.

Capacité

Les risques liés à la capacité concernent l'aptitude de la CCN à maintenir des niveaux adéquats de ressources financières et humaines pour être résiliente face à un milieu opérationnel en évolution. Ils concernent aussi l'aptitude de la CCN à établir les priorités efficacement pour réaliser ses activités et gérer ses biens efficacement.

En tant qu'intendante des terres et des biens fédéraux dans la région de la capitale nationale, la CCN a le mandat de veiller à ce qu'elles soient sécuritaires, appropriées et durables pour les Canadiens. La CCN a travaillé avec diligence aux côtés de partenaires fédéraux et d'organismes centraux sur des solutions de financement afin de protéger son infrastructure publique. En 2018, le gouvernement du Canada a accordé un financement de 55 millions de dollars sur deux ans pour appuyer la remise en « bon » état de 23 biens essentiels. Les projets rendus possibles par cet investissement

comprenaient la réparation des sentiers touchés par les inondations de 2017 et la restauration des ponts, des bâtiments, des murs, des routes, des promenades et des monuments commémoratifs. Il s'agissait d'une première étape importante pour l'organisation dans ses efforts pour réduire son déficit d'entretien différé de 600 millions de dollars. Sur cette base, en mai 2020, le gouvernement a alloué un financement supplémentaire à la CCN sur trois ans pour aider immédiatement à résoudre les problèmes de santé et de sécurité les plus pressants, ciblant principalement les actifs qui ont été endommagés lors des inondations du printemps 2019. Ces fonds contribueront également à rendre les deux ponts interprovinciaux de la CCN plus résilients aux effets des changements climatiques.

Ces crédits supplémentaires sur cinq ans (2018-2019 à 2022-2023) du gouvernement du Canada ont fourni à la CCN les ressources nécessaires pour améliorer considérablement l'état des biens prioritaires. Il est à noter que ces investissements ne comprennent pas le financement de projets visant à remettre en état des actifs du portefeuille des résidences officielles.

À l'avenir, la CCN continuera de collaborer avec le gouvernement dans le but de trouver des solutions de financement durables à long terme pour s'assurer que tous les actifs de son portefeuille, surtout les résidences officielles, demeurent sécuritaires et résilients et que les générations actuelles et futures de résidents et de visiteurs de la région de la capitale nationale puissent en profiter. Ces solutions comprendraient une augmentation permanente des crédits de fonctionnement que reçoit la société d'État afin de protéger les investissements du gouvernement. Dans le cadre de sa stratégie de viabilité financière à long terme, la CCN est également en train d'explorer des stratégies afin d'augmenter la génération de revenus et optimiser l'utilisation des biens immobiliers, tout en identifiant des mesures d'efficacité et de compression des coûts pour faire face aux défis liés aux crédits de fonctionnement.

Afin d'accroître la responsabilisation et de mieux prioriser les initiatives essentielles, la CCN continuera d'examiner et de clarifier les rôles et les responsabilités des comités de direction et d'améliorer la transparence et les communications en ce qui a trait au processus décisionnel et à l'affectation des ressources.

Relativement à sa capacité en matière de ressources humaines, la CCN continue de se concentrer sur l'élaboration de stratégies destinées à attirer, à gérer et à conserver une main-d'œuvre talentueuse et à optimiser ses processus opérationnels. Ces stratégies constituent la plus grande partie des initiatives liées à la priorité 6, qui vise à atténuer ce risque en faisant de la CCN un employeur de choix dans la région de la capitale nationale.

Réputation et influence

Les risques liés à la réputation et à l'influence concernent l'aptitude de la CCN à maintenir une bonne réputation et à pouvoir influencer ses partenaires, les intervenants, le public et les élus.

Pour protéger sa réputation et son influence, la CCN mobilise les intervenants, ses partenaires et le public, et elle les sensibilise aux avantages qu'elle procure à la région de la capitale. La CCN continuera à mettre en œuvre sa stratégie de communication, laquelle est fondée sur une approche proactive pour mobiliser les partenaires et le grand public, et à faire connaître les politiques et les processus liés à ses rôles en matière de réglementation. De la même manière, elle révisera et mettra en œuvre son plan de relations externes, et elle poursuivra ses efforts pour sensibiliser les intervenants aux principaux défis auxquels elle doit faire face, y compris ceux liés à son manque de ressources et aux pouvoirs limités que lui confère la loi.

La CCN fait appel aux compétences et aux parcours variés des membres de son conseil d'administration pour renforcer ses capacités et son influence. En outre, la société d'État participe activement à de nombreux projets qui jouissent d'une grande visibilité dans la région de la capitale nationale, dans le cadre desquels elle collabore avec les municipalités et consulte d'autres intervenants importants à propos d'initiatives de planification.

Sécurité

Les risques liés à la sécurité concernent la détérioration de l'état des actifs de la CCN due au report de l'entretien ou au niveau de priorité insuffisant accordé aux activités d'entretien et de renouvellement, ce qui pourrait engendrer des problèmes de santé et de sécurité. Ce risque a aussi été mentionné dans le rapport de l'examen spécial de 2017 du Bureau du vérificateur général du Canada.

Dans ce domaine, les mesures consistent à tirer parti des crédits parlementaires supplémentaires de 173,6 millions de dollars alloués en mai 2020 au cours des trois prochaines années pour continuer à réduire les risques pour la santé et la sécurité du public les plus importants, notamment en tenant compte de la résilience climatique et en planifiant en fonction de celle-ci. Elles prennent aussi la forme de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de gestion des actifs à long terme qui intègrent un programme d'inspection pluriannuel de l'état des actifs réalisé en plusieurs phases et un système centralisé de gestion de l'information répondant aux besoins de la gestion du cycle de vie. Ces mesures sont nécessaires afin d'assurer des processus efficaces d'affectation des ressources et de planification, ainsi qu'afin d'établir pour les projets des résultats clairs qui appuient le mandat et l'exécution des programmes de la CCN. Dans l'ensemble, ces activités aideront celle-ci à poursuivre ses travaux relatifs aux actifs nécessitant des réparations essentielles à long terme, avec l'appui de crédits parlementaires.

G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

En mai 2020, la CCN a accueilli favorablement l'allocation de crédits supplémentaire destiné à répondre aux besoins urgents en matière de santé et de sécurité des actifs de la CCN. L'année financière 2021-2022 est la deuxième année de ce programme triennal de 173,6 millions de dollars. Avec cet investissement, la CCN poursuivra le travail commencé grâce au financement du budget de 2018 pour combler le déficit d'entretien différé de la société.

L'ampleur de l'impact de la COVID-19 sur la CCN à l'avenir dépend des progrès de la prévention et de l'endiguement de la pandémie, de sa durée, de la mise en œuvre des politiques de contrôle associées, de la capacité de l'économie à se redresser, de l'accessibilité des usagers aux actifs de la CCN, ainsi qu'à une aide gouvernementale sous forme de mesures financières. Étant donné que l'impact total et la durée de l'épidémie ne peuvent être estimés à ce stade, la CCN surveillera de près la situation et continuera d'évaluer l'impact de la pandémie sur ses opérations et sa performance financière et prendra les mesures nécessaires afin d'en atténuer les risques.

Au cours du premier trimestre 2021-2022, la CCN a annoncé le départ de sa vice-présidente Direction des ressources humaines.

Aucun autre changement important concernant les opérations, le personnel ou les programmes de la CCN n'est survenu au cours des trois mois se terminant le 30 juin 2021.

États financiers non audités

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2021

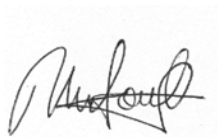
Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'États, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,

Le Vice-président, Services généraux et
Chef des services financiers,



Tobi Nussbaum

Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada
Le 24 août 2021

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

30 juin 2021 31 mars 2021

ACTIFS FINANCIERS

Trésorie et équivalents de trésorie (note 3)	150 905	187 284
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés (note 4)	4 864	4 859
Créances	7 929	14 684
Placements (note 3)	39 968	9 968
	203 666	216 795

PASSIFS

Créditeurs et charges à payer	24 014	23 933
Train léger sur rail (note 4)	2 346	2 344
Provision pour assainissement environnemental	64 207	64 049
Revenus reportés (note 5)	61 008	61 481
Avantages sociaux futurs	10 132	10 495
Autres passifs	12 444	12 551
	174 151	174 853

ACTIFS FINANCIERS NETS

29 515 41 942

ACTIFS NON FINANCIERS

Immobilisations corporelles (note 6)	749 284	722 435
Frais payés d'avance	4 124	2 422
Autres actifs non financiers	4 309	4 353
	757 717	729 210

EXCÉDENT ACCUMULÉ

787 232 771 152

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

Le président du conseil d'administration,



Marc Seaman

La présidente du Comité d'audit,



Tanya Gracie

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)
 Pour les trois mois terminés le 30 juin (en milliers de dollars)

	2021-2022 Budget annuel (note 2)	2021 Réel	2020 Réel
REVENUS			
Opérations de location et servitudes	26 693	6 477	6 293
Recouvrements	6 267	793	922
Frais d'accès aux usagers	3 492	591	610
Intérêts	1 943	485	444
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	6 633	-	60
Autres revenus	21 103	1 953	206
	66 131	10 299	8 535
CHARGES (note 7)			
Planification à long terme	8 370	1 142	1 410
Intendance et protection	102 540	23 992	23 680
Services internes	33 672	8 080	7 395
	144 582	33 214	32 485
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(78 451)	(22 915)	(23 950)
Financement du gouvernement du Canada			
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	74 000	17 759	16 652
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	84 946	21 236	5 938
	158 946	38 995	22 590
Excédent (déficit) de la période	80 495	16 080	(1 360)
Excédent accumulé au début de la période	761 844	771 152	721 090
Excédent accumulé à la fin de la période	842 339	787 232	719 730

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)**

Pour les trois mois terminés le 30 juin (en milliers de dollars)

	2021-2022	2021	2020
	Budget annuel		
	(note 2)		
Excédent (déficit) de la période	80 495	16 080	(1 360)
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(137 364)	(32 122)	(11 288)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	21 607	5 273	4 978
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(6 633)	-	(60)
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	46	50
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	14 467	-	60
Perte réalisée suite à une opération de cession-bail	-	(46)	(46)
	(107 923)	(26 849)	(6 306)
Variation des frais payés d'avance	-	(1 702)	(2 781)
Variation des autres actifs non financiers	135	44	45
	135	(1 658)	(2 736)
Diminution des actifs financiers nets	(27 293)	(12 427)	(10 402)
Actifs financiers nets au début de la période	21 902	41 942	24 429
Actifs financiers nets à la fin de la période	(5 391)	29 515	14 027

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)
 Pour les trois mois terminés le 30 juin (en milliers de dollars)

	2021	2020
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires		
pour les charges d'exploitation	23 933	17 869
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	5 403	4 744
Rentrées de fonds provenant des autres activités	4 342	(862)
Paiements aux fournisseurs	(16 981)	(16 256)
Paiements aux employés	(13 327)	(12 022)
Intérêts reçus	629	693
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(29)	(141)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	3 970	(5 975)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour		
les immobilisations corporelles	21 236	5 938
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(31 133)	(14 876)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	60
Déboursés pour l'assainissement environnemental	(370)	(217)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations	(10 267)	(9 095)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Rentrées de fonds pour le Fonds "Chambers Building"	3	5
Acquisition de placements	(30 341)	(254)
Encaissement de placements	261	-
Flux de trésorerie affectés aux activités de placement	(30 077)	(249)
Diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(36 374)	(15 319)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	192 143	166 842
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	155 769	151 523
Représentés par :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	150 905	146 830
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés	4 864	4 693
	155 769	151 523

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2021 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadina afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive depuis 2015-2016.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2021 qui détaillent les normes comptables applicables.

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels les plus récents.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées au titre d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date de clôture ainsi que sur les montants présentés au titre de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, la provision pour assainissement environnemental, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative des estimations de la direction.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2021 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2021-2022, présentées dans le *Plan d'entreprise 2021-2022 à 2025-2026*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 juin 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 150,9 millions de dollars (187,3 millions au 31 mars 2021) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 0,7 p. 100 (0,8 p. 100 au 31 mars 2021).

B. PLACEMENTS

Au 30 juin 2021, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux et un certificat de placement garanti totalisant 40,0 millions de dollars (10,0 millions au 31 mars 2021) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 1,3 p. 100 (2,7 p. 100 au 31 mars 2021).

	30 juin 2021		31 mars 2021	
	Coût amorti	Cours du marché	Coût amorti	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	9 968	10 308	9 968	10 265
Certificat de placement garanti	30 000	30 000	-	-
	39 968	40 308	9 968	10 265

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 30 juin 2021, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 96,9 millions de dollars (109,7 millions au 31 mars 2021) étaient inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est désignée à l'interne et réservée à un usage particulier.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés

	31 mars 2021	Intérêts 2021-2022	30 juin 2021
	TLR Phase 1 - Dépôt de garantie	184	-
TLR Phase 1 - Dépôt d'exécution	1 377	2	1 379
	1 561	2	1 563
Fonds "Chambers Building"	3 298	3	3 301
Total	4 859	5	4 864

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2021 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

A. Train léger sur rail (TLR)

La Ville d'Ottawa (la Ville) a entrepris un important projet pour remplacer le réseau actuel de service rapide par autobus par un système de train léger sur rail. Ce système continue de toucher plusieurs propriétés de la CCN, sous réserve de modifications à la suite de la mise au point définitive du tracé.

Le tableau ci-dessus présente les soldes pour les deux projets du TLR ainsi que les intérêts gagnés durant la période.

Le poste de passifs « Train léger sur rail » qui représente les phases 1 et 2 du projet TLR totalise 2,3 millions de dollars (2,3 millions au 31 mars 2021).

B. Fonds « Chambers Building »

Tel qu'indiqué dans le bail foncier du 40, rue Elgin (l'édifice Chambers), le locataire doit contribuer un montant annuel à la CCN dont l'objectif est de financer l'apport d'améliorations futures à cet immeuble. Les exigences de financement ont débuté le 31 octobre 2018 et se poursuivront chaque année jusqu'à la fin du bail en 2056. Ces fonds sont administrés par la CCN. Un passif connexe est comptabilisé et inclus au poste « Autres passifs ».

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	30 juin 2021	31 mars 2021
Revenus de location reportés	10 059	10 000
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	16 614	16 937
Autres revenus reportés	34 335	34 544
	61 008	61 481

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de quatre différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,0 p.100, 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2075. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,1 million de dollars (0,1 million au 30 juin 2020) ont été constatés aux résultats.

Les revenus de servitude et permission d'occuper reportés correspondent principalement à des revenus de servitude de 9,0 millions de dollars (9,0 millions au 31 mars 2021) et des permissions d'occuper de 2,0 millions de dollars (2,2 millions au 31 mars 2021) provenant du TLR phase 1 et 2. Les revenus de permission d'occuper reportés seront constatés aux résultats sur une durée approximative de 5 ans alors que les revenus de servitude seront constatés sur une période de 99 ans.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2021 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les autres revenus correspondent principalement à une contribution de la Ville d'Ottawa de 22,3 millions de dollars (22,5 millions au 31 mars 2021) pour les améliorations de la promenade Sir-John-A.-Macdonald qui est constatée selon l'achèvement des travaux et devraient être terminés d'ici 2025, une contribution d'Anciens Combattants Canada de 4,3 millions de dollars (4,3 millions au 31 mars 2021) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici 2025, ainsi qu'une contribution d'Affaires Mondiales Canada de 3,7 millions de dollars (3,7 millions au 31 mars 2021) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici 2022.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2021 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	30 juin 2021	31 mars 2021
Terrains ¹	330 719	25 407	-	356 126	-	-	-	-	356 126	330 719
Immeubles et infrastructures ²	901 535	6 672	-	908 207	518 637	4 710	-	523 347	384 860	382 898
Améliorations locatives	15 120	-	-	15 120	11 608	106	-	11 714	3 406	3 512
Matériel ²	22 984	43	-	23 027	17 678	457	-	18 135	4 892	5 306
	1 270 358	32 122	-	1 302 480	547 923	5 273	-	553 196	749 284	722 435

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2021) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, et matériel incluent 42,2 millions de dollars (35,5 millions au 31 mars 2021) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2021 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet:

	2021-2022		
	Budget annuel	30 juin 2021	30 juin 2020
	(note 2)		
Biens et services	60 403	12 387	13 164
Salaires et avantages sociaux	51 710	12 676	11 606
Amortissement	21 607	5 273	4 978
Paiements tenant lieu d'impôts fonciers	10 862	2 832	2 687
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	46	50
	144 582	33 214	32 485

Pour la période terminée le 30 juin 2021, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments, acquis ou construits par la CCN, représentaient 22 893 dollars (580 723 dollars en juin 2020). Ceux-ci sont comptabilisés comme charges au poste « Biens et services ».

8. Crédits parlementaires

	30 juin 2021	30 juin 2020
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹		
Montant reçu durant la période	17 759	16 652
	17 759	16 652
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²		
Montant reçu durant la période	21 236	5 938
	21 236	5 938
Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période	38 995	22 590

1. En date du 30 juin 2021 et 2020, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2022 et 2021 totalisaient 71,0 millions et 72,4 millions de dollars respectivement.

2. En date du 30 juin 2021 et 2020, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2022 et 2021 totalisaient 84,9 millions et 70,3 millions de dollars respectivement.

9. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants fournis pour la période précédente ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour la présente année.